

Election présidentielle en Autriche : le soulagement et après ?

lundi 5 décembre 2016, par [BIRNBAUM Benjamin](#) (Date de rédaction antérieure : 5 décembre 2016).

Sommaire

- [Pourquoi une nouvelle élection](#)
- [L'apparence de la polarisation](#)
- [La réalité du recentrage](#)
- [Un président vert pâle, \(...\)](#)
- [Autriche après la présidentiel](#)
- [Trouble dans le SPÖ](#)
- [Nouveau départ !](#)

Le 4 décembre le candidat indépendant et ancien chef du parti Vert Alexander Van der Bellen a remporté le 2^e tour des élections présidentielles en Autriche avec plus de 53 %. Cette victoire constitue certes un soulagement pour la gauche et les démocrates en Autriche, mais ne saura pas cacher le fait que le danger de l'arrivée au pouvoir de l'extrême-droite est plus que jamais d'actualité. Aussi à cause de la campagne électorale de Van der Bellen. (Voir ci-dessous un aperçu plus complet de la situation politique autrichienne en avril-mai derniers)

Pourquoi une nouvelle élection ?

Le 22 mai 2016 l'ancien chef du parti Vert, qui s'est présenté sans étiquette, Alexander Van der Bellen a remporté le deuxième tour de l'élection présidentielle en Autriche. Après avoir initialement reconnu sa défaite le candidat du FPÖ (extrême-droite) Norbert Hofer a contesté le résultat pour motif d'irrégularités. Saisi par le FPÖ, la Cour constitutionnelle autrichienne avait ouvert une enquête qui a mené à l'annulation du scrutin du 22 mai.

La Cour a annulé l'élection pour des questions formelles tout en soulignant qu'aucune manipulation du résultat de vote n'a été constatée. Autrement dit, la Cour constitutionnelle a donné une deuxième chance à l'extrême-droite, ce qui n'est pas seulement politiquement problématique mais contraire à la constitution autrichienne. Le nouveau scrutin aurait dû avoir lieu le 2 octobre mais à cause d'une erreur d'impression les bulletins de vote n'ont pas pu être utilisés. En effet, en 2002 la société d'impressions d'Etat a été privatisée sous le gouvernement de coalition entre les conservateurs (ÖVP) et l'extrême-droite (FPÖ), et depuis, cette entreprise a fait parler d'elle à cause des licenciements et de la pression accrue sur les salariés restants. Finalement, la répétition du 2^e tour des élections a eu lieu le 4 décembre.

L'apparence de la polarisation

Dans la mesure où le scrutin du 22 mai était fortement polarisé, la nouvelle campagne électorale a été marquée par l'enjeu principal de mobiliser à nouveau, pour chacun des candidats, son électorat.

En tenant compte de la marge d'erreur des sondages, les deux candidats ont été à égalité pendant la campagne électorale.

Dans le contexte de la crise des politiques d'accueil des migrant-es et réfugié-es, l'élection présidentielle semble donc constituer un moment de polarisation politique et cela, malgré le peu de pouvoir réel du président autrichien, qui est fortement encadré par le régime parlementaire autrichien. Tandis que Van der Bellen s'est clairement prononcé en faveur de l'accueil des réfugié-es, Hofer a basé sa campagne sur la protection de l'Autriche de « l'islamisme et de la violence ».

En toute cohérence avec ces positions, le FPÖ a récemment organisé dans le très chic hôtel Hilton à Vienne son 3^e « Ball du Bleuets ». Depuis le 19^e siècle, le bleuets est le symbole des nationalistes germaniques qui se distinguent notamment par un antisémitisme virulent. Dans la même lignée, le bleuets a été le symbole du parti nazi en Autriche pendant les années de clandestinité entre 1933 et 1938. Ces attaques islamophobes et antisémites sont parfaitement cohérentes avec la ligne idéologique du FPÖ, dont le responsable n'est autre que Norbert Hofer. Dans un manuel à destination des cadres du parti d'extrême-droite, Hofer a écrit que le peuple autrichien se base sur une « communauté de souche » qui est composée de familles « indigènes ».

L'autre facteur de polarisation de la campagne a constitué en une très probable victoire de l'extrême-droite aux prochaines législatives. Le cas échéant, Van der Bellen a annoncé son refus de nommer un chancelier du FPÖ.

La réalité du recentrage

Toutefois, cette polarisation cache l'attraction des deux candidats pour des politiques libérales. Certes, le candidat d'extrême-droite Norbert Hofer entend profiter de la victoire de Donald Trump et des scores élevés de l'extrême-droite allemande de l'AFD pour « contester » le pouvoir des « élites ». En réalité, l'extrême-droite autrichienne vote systématiquement contre la moindre tentative de réguler le secteur bancaire, pour la baisse des cotisations sociales des entreprises et pour la casse des droits des travailleurs. Sans surprise, sa participation au gouvernement entre 2000 et 2007 était une période de privatisations de grande ampleur et de scandales de corruption. La stratégie du FPÖ ressemble dans ce sens fortement à « la raison populiste » qui prétend s'opposer aux « élites » dans les « institutions » tout en omettant les intérêts de classe dans la société. Concernant l'Union Européenne (UE), un effet de domestication du FPÖ est à observer. Ainsi, il ne revendique plus la sortie de l'Autriche de l'UE mais se prononce pour une exclusion des « économies faibles » de la zone Euro. De plus, Hofer soutient les récentes propositions de la Commission Européenne d'aller vers une militarisation croissante de l'Europe.

Dans une dynamique similaire vers des positions libérales, Van der Bellen a abandonné les positions sociales modérées qu'il portait quand il était le chef du parti Vert. Et pour cause, parmi les soutiens officiels les plus importants du candidat vert se trouve une partie importante de la bourgeoisie autrichienne et ses représentant-es politiques du parti social-démocrate et du parti conservateur. Pendant cette campagne présidentielle, la question sociale a seulement été abordé via le CETA. Alors que Van der Bellen semblait ne pas avoir de position claire, Hofer n'a pas caché son refus de ce traité de libre-échange pour favoriser certaines entreprises autrichiennes.

Ainsi, aucun des deux candidats ne s'adresse aux classes populaires pour faire face à la baisse des salaires et aux inégalités sociales croissantes en Autriche. Par conséquent, le choix à cette élections présidentielle s'est résumé à l'opposition entre le volet libéral de la classe dominante et le volet nationaliste de la classe dominante, ce qui n'est pas non plus anodin pour les libertés fondamentales et les droits des minorités en Autriche.

Un président vert pâle, une urgence rouge foncé

Depuis le vote annulé du 22 mai, le paysage politique autrichien a évolué de façon inquiétante. Ainsi, après la défaite du Parti social-démocrate aux présidentielles de mai, le chancelier Faymann (SPÖ, social-démocrate) a démissionné pour laisser sa place au manager Christian Kern (SPÖ). Ce changement de chancelier est allé de pair avec un changement d'attitude des sociaux-démocrates vis-à-vis de l'extrême-droite. En novembre 2016, un chancelier social-démocrate a accepté pour la première fois de débattre publiquement avec le leader de l'extrême-droite Heinz-Christian Strache. Pendant cet échange télévisé, le chancelier Kern a affirmé voir des similarités entre le SPÖ et le FPÖ, car les deux œuvrent pour « faire avancer le pays ».

En même temps, le parti conservateur (ÖVP) est secoué par une perte de votes au profit de l'extrême-droite et des affinités croissantes de responsables du parti vis-à-vis de FPÖ.

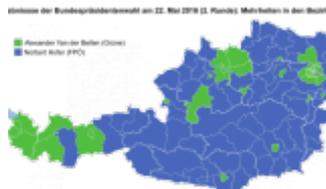
Dans ce contexte, la victoire d'Alexander Van der Bellen aux présidentielles aura bien entendu permis d'éviter une avancée hégémonique importante pour l'extrême-droite. Or, comme disait Brecht « le ventre est encore fécond, d'où a surgi la bête immonde » car la dynamique politique en Autriche indique clairement un soutien croissant à l'extrême-droite.

Toutefois, la séquence des présidentielles aura aussi contribué à réveiller les petites organisations dispersées de gauche radicale. Elles ont organisé une première grande conférence de rassemblement en juin 2016 - un vrai succès - qui a permis de lancer une campagne d'actions partout dans le pays sous le slogan de « les riches nous coûtent trop cher ». D'après certains sondages, elles seraient créditées de 25 % - un score totalement inédit depuis l'introduction de la démocratie libérale en 1918.

Benjamin Birnbaum

* <https://www.ensemble-fdg.org/content/autriche-le-soulagement-et-apres>

Autriche après la présidentielle d'avril-mai : le président est vert, le pays plonge dans le bleu de l'extrême-droite



Après le premier tour des élections présidentielles le 24 avril les candidats des deux partis au pouvoir - le parti social-démocrate (SPÖ) et le parti conservateur (ÖVP) - ont été éliminés. Dans une situation inédite le candidat des « bleus » (couleur du parti d'extrême-droite FPÖ) Norbert Hofer, qui en obtenant 35,3 % des votes avait clairement gagné le premier tour, affronte l'ancien chef des Verts Alexander Van der Bellen. Après une bataille extrêmement serrée Van der Bellen remporte la victoire avec 50,3 % ce qui doit nous interroger sur le score historique de l'extrême-droite.

Le potentiel autoritaire du président autrichien

A la différence du président français, son homologue autrichien dispose de prérogatives en principe limitées qui s'expliquent par le fait que dans un régime parlementaire le pouvoir politique se concentre autour du chancelier. Toutefois, au-delà du caractère symbolique fort, l'office du président est doté de certaines compétences qui peuvent se révéler cruciales en cas de circonstances exceptionnelles comme une victoire d'une force politique tel que le FPÖ dont le rapport à la démocratie bourgeoise est trouble. La réforme constitutionnelle de 1929 a en effet créé la base légale pour une politique autoritaire susceptible de déclencher un coup d'Etat par le haut.

Dans les faits, depuis la création de la II^e république en 1955, les présidents autrichiens ont joué un rôle peu politique. Ils se sont contentés d'un côté de la représentation symbolique de l'Autriche à l'étranger et de l'autre côté d'incarner l'autorité morale du pays. A cet égard la campagne présidentielle de 2016 marque une rupture : les candidats qualifiés au deuxième souhaitent tous les deux attribuer un rôle plus actif au président. Le candidat de l'extrême-droite Hofer a ainsi exigé d'accompagner le chancelier autrichien au Conseil Européen, il a promis la fermeture des frontières et menacé de démettre le gouvernement actuel. De même, Alexander Van der Bellen des Verts a expliqué qu'il refuserait de nommer des ministres d'extrême-droite. La victoire de Van der Bellen a donc certes permis d'éviter une menace autoritaire mais il a aussi contribué à instaurer une polarisation politique très problématique : face aux revendications soi-disant populaires du FPÖ, il s'est positionné comme le candidat de l'élite éclairée. De plus, la victoire de van der Bellen ne pourra pas cacher le pouvoir d'attraction de l'extrême-droite qui est plus fort que jamais.

Une campagne électorale islamophobe sans candidat de gauche

En participant à une coalition gouvernementale en Autriche en 2000, l'extrême-droite accède au pouvoir pour la première fois depuis la défaite des Nazis dans un pays de l'Union Européenne. Depuis, elle n'a cessé de façonner les débats publics et les deux partis dominants, le SPÖ et le ÖVP, ont successivement intégré des éléments du programme politique du FPÖ. Et pourtant, sur le plan électoral, les électeurs semblent préférer l'original : l'extrême-droite améliore ses scores de manière continue et a réussi à se faire passer pour un parti « anti-système ». Pourtant, le parti est fortement impliqué dans de nombreuses affaires de corruption liées à la privatisation d'entreprises publiques pendant ses années au pouvoir.

C'est dans ce contexte de droitisation des débats politiques que la crise des politiques d'accueil des migrants et réfugiés éclate en Europe en 2015. A partir des images des réfugiés aux différentes frontières des pays des Balkans, auxquels l'Autriche s'intéresse particulièrement pour des raisons historiques, les médias autrichiens et notamment le journal Krone - 2,5 millions de lecteurs quotidiens pour une population totale de 8 millions - ont lancé une vaste campagne raciste. Des rumeurs sur des migrants - et par extension tous les musulmans - qui seraient des voleurs et violeurs ont été répandues à grande échelle et cela malgré les efforts infatigables des associations de protection des droits humains et d'accueil des migrants et, dans certains cas, même de la police pour les démentir. La désinformation autour des agressions de Cologne au début de 2016 dont la responsabilité avait été faussement attribué aux réfugiés a également eu un impact puissant.

Ainsi, le gouvernement a repris quasiment mot pour mot les propositions du FPÖ : d'abord la construction d'un mur au sud de la frontière autrichienne, puis l'instauration de la limite d'accueil de réfugiés à 37.500 personnes et enfin une conférence avec les pays des Balkans, à l'exception de la Grèce, pour bloquer l'arrivée de migrants. Dans ce contexte, il n'est malheureusement pas surprenant que les délits racistes aient augmenté de plus de 50 % en 2015 et touchent avant tout des Musulmans, réels ou supposés. D'après Ilan Halevi, l'islamophobie apparaît dans la nature sociale comme une métastase de l'antisémitisme. Vu le peu d'efforts entrepris par l'Autriche pour se

confronter à son passé fasciste, elle semble constituer un terrain particulièrement fertile pour les agressions islamophobes. La centralité de la question des réfugiés dans la campagne présidentielle de 2016 semble confirmer la thèse de Halevi mais aussi indiquer certaines limites. En effet, pendant la même période on observe également un renouveau des paroles antisémites décomplexés conduisant à penser que l'islamophobie facilite l'antisémitisme.

Dans ce contexte, il faut souligner la position claire de Van der Bellen en faveur de l'accueil des réfugiés. Et il a été le seul candidat à tenir une telle ligne. Or, cela s'inscrit dans le contenu libéral et humaniste revendiqué de sa campagne. Car il défend également des frais d'inscription à l'université et une ingérence accrue des entreprises dans l'enseignement supérieur. De même, il est prêt à soutenir non pas seulement les réformes néolibérales des retraites mais plus généralement les privatisations. Même s'il lui arrive de dénoncer la hausse du chômage, sa campagne a été axée sur l'Autriche comme pays dans lequel tout va bien. Et pourtant, le chômage a récemment atteint un niveau record et 10 % des salariés vivent en-dessous du seuil de pauvreté. Pour combler son vide en matière de politique sociale et économique, il a misé sur le vote utile contre l'extrême-droite et le soutien des élites du pays : 3 anciens chefs du parti conservateur ainsi qu'une grande partie de l'élite culturelle ont soutenu le candidat vert.

Avec quelques années de retard, les Verts autrichiens s'enfoncent de plus en plus dans la même direction que leurs camarades verts en Allemagne : remplacer la lutte pour l'émancipation par la gestion des éclairés. Certes, un président d'extrême-droite aura été évité, mais le spectre d'une victoire du FPÖ aux prochaines législatives - le vrai centre du pouvoir - hante plus que jamais l'Autriche et le candidat vert a contribué à faire passer le FPÖ pour le parti du peuple. De plus, la répartition géographique des votes montre que la l'Autriche rurale a largement voté pour Hofer. C'est d'autant plus inquiétant que d'après l'historien Eugen Kogon, le fascisme se développe d'abord à la campagne. (L'appel de Marx à abolir l'opposition entre la ville et la campagne semble plus que jamais d'actualité.)

Crise du régime politique autrichien

Les élections présidentielles de 2016 ne constituent pas seulement la confirmation de l'ampleur du racisme en Autriche mais, par le même coup, elles marquent une rupture avec le régime politique de la II^e république. Ce régime est basé sur une structure corporatiste qui instaure un partage de l'hégémonie entre le parti social-démocrate et le parti conservateur. Cela fait suite à la guerre civile de février 1934 où les ouvriers ont pris les armes contre le régime austro-fasciste porté par le parti conservateur. Autrement dit, la lutte des classes s'est exprimée à travers les armes, et les ouvriers, dernier rempart contre la dictature, ont été écrasés. Contrairement à l'Allemagne de l'après-guerre, la II^e république autrichienne ne se base pas sur l'expérience du fascisme mais a été construite pour désamorcer la lutte des classes.

Cette structure a une importance considérable sur le résultat des élections présidentielles de 2016 : d'une part la coalition permanente entre sociaux-démocrates et conservateurs voile la réalité de la lutte des classes, ce qui enlève progressivement au parti social-démocrate sa base sociale, d'autre part la dimension raciste et antisémite du régime austro-fasciste, puis nazi, demeure tacitement acceptée dans la société. Mais la grande coalition permanente a également des effets négatifs sur les conservateurs. Etant considérés comme part entière d'un système politique perçu comme corrompu et éloigné des préoccupations sociales de la population, ils perdent - tout comme le SPÖ - de manière continue des électeurs au profit du FPÖ. Ainsi, les candidats social-démocrate et conservateurs, donc les candidats des deux partis au pouvoir, peinent à gagner respectivement 10 % des voix au premier tour de la présidentielle et cela dans un contexte d'une participation électorale plus élevée que d'habitude.

Trouble dans le SPÖ

Dans un premier temps, le résultat du premier tour des élections présidentielles semblait laisser indifférent le parti du président sortant. Pourtant, pour le SPÖ, il s'agit d'un score historiquement bas et d'une nouvelle défaite qui s'ajoute à la longue liste des élections perdues depuis la victoire du chef du SPÖ Werner Faymann aux législatives de 2013. Or, dans les rangs du parti, le mécontentement est grand et la traditionnelle manifestation du 1^{er} mai à Vienne a été l'occasion pour de nombreux adhérents de l'exprimer. Tandis que d'habitude, tel un tribun, le chef du parti salue les militants qui défilent devant lui, cette fois les appels à un changement de direction et à la démission de Faymann ont été nombreux. A la fin de la journée, le chancelier fut humilié par ses propres troupes, ce qui a fait basculer la situation : il a présenté sa démission comme chancelier et chef du parti social-démocrate. Pendant les jours suivants, la vie interne du SPÖ a été marquée par l'affrontement entre trois orientations politiques différentes : le rapprochement avec le FPÖ dans l'optique d'une éventuelle coalition gouvernementale future, le courant libéral en faveur d'une collaboration avec les conservateurs ou certains Verts et enfin, l'aile gauche antilibérale.

La recherche d'un successeur à Faymann a montré les rapports de force au sein du parti. Parmi les trois courants le dernier est de loin le plus faible. Les pro-FPÖ autour du président de la région du Burgenland Hans Nissl, qui gouverne déjà avec l'extrême-droite, semblent représenter la majorité des adhérents. C'est sans doute pour cette raison que ce courant a proposé de consulter les adhérents pour décider du futur chef du parti. Seul le fonctionnement interne peu démocratique a pu préserver la domination de l'aile libérale autour du maire de Vienne Michael Häupl qui impose son candidat. Ainsi, le nouveau chef du SPÖ et chancelier s'appelle Christian Kern. Avant d'être nommé chancelier, ce manager a été d'abord l'artisan de la privatisation d'une entreprise publique de l'électricité, puis en tant que chef de la compagnie fédérale des chemins de fer, il a agi comme promoteur de la libéralisation du rail en Autriche. Autrement dit, avec Kern, le SPÖ, et avec lui l'Autriche, va continuer à s'enfoncer dans la misère des politiques libérales.

Nouveau départ !

Le résultat des élections présidentielles permet également de constater la faiblesse de la gauche radicale en Autriche. La candidature de l'écrivaine anticapitaliste El Awadalla aux élections présidentielles a échoué parce qu'elle n'a pas réussi à présenter les 6500 signatures populaires nécessaires à chaque candidat. Divisée en petits groupes, la gauche radicale se distingue par son absence lors des grands débats publics et souvent aussi des élections et se trouve dans l'incapacité d'organiser des campagnes politiques à l'échelle du pays. Son activité se réduit généralement à l'organisation de manifestations antifascistes, même si depuis 2015, elle fait un travail militant extrêmement précieux autour de la solidarité avec les migrants. Parallèlement, depuis avril 2015 un processus de regroupement des différents courants de la gauche autrichienne – qui va de quelques représentants du courant antilibéral du SPÖ jusqu'aux trotskystes et inclut aussi des personnes sans organisation – est en cours. Début juin, il tiendra sa première conférence nationale qui signifie simultanément le point de départ d'une série de campagnes politiques. Sous le nom d'Aufbruch (nouveau départ), la gauche radicale autrichienne semble donc enfin avoir réussi à engager un processus de structuration et à passer des batailles antifascistes défensives à une offensive large basée sur les intérêts des travailleurs. La crise des structures politiques établies, et notamment du SPÖ, ainsi que les attentes sociales de la population lui donnent un potentiel politique réel. La campagne présidentielle montre que de nombreuses batailles l'attendent.

Benjamin Birnbaum

*

<https://www.ensemble-fdg.org/content/autriche-le-president-est-vert-le-pays-plonge-dans-le-bleu-de-l-extreme-droite>
